



## World Library and Information Congress: 70th IFLA General Conference and Council

22-27 August 2004  
Buenos Aires, Argentina

Programme: <http://www.ifla.org/IV/ifla70/prog04.htm>

---

**Code Number:** 096-F  
**Meeting:** 97. Free Access to Information and Freedom of Expression (FAIFE) with Library History  
**Simultaneous Interpretation:** Yes

### Les bibliothèques chiliennes pendant et après la dictature

**Clara Budnik Sinay**

Director Libraries, Archives and Museums  
Chile

---

Traduction effectuée par Isabelle Jameson (Université de Montréal)

#### **Résumé**

*Le Chili fut sous la dictature militaire de Pinochet pendant 27 ans. Cette dictature a profondément affecté la vie intellectuelle du pays ainsi que les institutions intellectuelles telles les bibliothèques et les universités. Il était interdit aux bibliothèques de faire circuler ou d'offrir des ouvrages pouvant être définis comme appartenant à l'aile gauche (selon la définition militaire de l'aile gauche) et elles étaient en grande partie pourvues en personnel par les sympathisants de Pinochet. La plupart des ouvrages intellectuels et créatifs furent produits à l'extérieur du pays pendant ces années. D'importantes démarches furent entreprises depuis le retour de la démocratie pour récupérer ces ouvrages, ainsi que pour partager avec le public des documents déclassifiés concernant l'implication américaine dans le coup militaire. Les archives de la ligue pour les droits de l'homme de cette période furent incluses dans le projet Mémoire du monde de l'UNESCO.*

Le Chili a été sous une dictature militaire pendant 17 ans, de septembre 1973 à mars 1990. Salvador Allende, le président socialiste de l'époque, avait instauré un contrôle par l'état de l'économie. Ressources minières, banques étrangères et entreprises en situation de monopole furent nationalisées et la réforme de la terre fut accélérée. De plus, Allende commença une redistribution des revenus, augmenta les salaires et contrôla les prix. Quoi qu'il en soit, dès le

départ l'opposition à son programme fut forte et en 1972 elle transparaissait dans des problèmes économiques sévères et une population divisée. La situation devint encore plus critique en 1973, quand la montée en flèche des prix, le manque de nourriture (dû à une réduction du crédit étranger), les grèves et la violence politique amenèrent le Chili au bord du chaos. La crise fut aggravée par les États-Unis, qui travaillèrent à miner le régime d'Allende. L'apogée vint le 11 septembre 1973, quand les forces militaires saisirent le pouvoir; dans la course au coup d'état, le président Allende s'est suicidé.

Les militaires régnaient à travers une junte dirigée par le général Augusto Pinochet Ugarte. Ils ont immédiatement suspendu la constitution, dissout le congrès, imposé une censure stricte et interdit tous les partis politiques. De plus, ils embarquèrent dans une campagne de terreur contre les éléments gauchistes du pays (ou plutôt ceux que les militaires définissaient comme gauchistes). Ses principales cibles étaient : les personnes étant impliquées dans les partis politiques gauchistes ou dans le gouvernement de l'Unité Populaire; les syndicalistes; les représentants du monde culturel, les intellectuels et le personnel et les étudiants des universités; les activistes de la ligue pour les droits de l'homme; les membres des groupes d'opposition et toute personne associée ou reliée à ces personnes.

Des milliers de personnes furent détenues à travers le Chili la journée du coup d'état et les journées suivantes. Selon Amnistie Internationale et le comité des Nations Unies de la ligue pour les droits de l'homme, 250 000 chiliens étaient détenus pour raisons politiques à la fin de 1973. Exécutions sommaires, disparitions et tueries dans de fausses confrontations armées devinrent la norme. Voisins, collègues et autres commencèrent à se dénoncer entre eux, une pratique encouragée par la junte militaire et qui fit partie de la société chilienne au début de la dictature. Un état de siège a été déclaré à travers le Chili et a été étendu, à l'exception d'une brève période, jusqu'en 1987. Ce qui veut dire que tout les cas légaux impliquant des infractions aux règlements de l'état de siège ont été transférés de la cour civile aux institutions militaires mises en place en ces temps de guerre.

La dictature a défini le conflit social, qui a imprégné la société chilienne juste avant le coup, comme une « guerre », et le concept « d'ennemi à l'interne », ainsi que la Doctrine de Sécurité Nationale, furent imposés à travers la nation. Les ennemis à l'interne étaient les communistes, les marxistes, les socialistes, les révolutionnaires, les subversifs, c'est-à-dire toute personne qui auraient pu, selon les militaires, défier le nouvel ordre établi.

Ceci eu un impact immédiat sur l'ensemble des bibliothèques et des collections privées de livre, puisque toute forme de marxisme ou de littérature, de film, d'œuvre d'art ou d'émission gauchiste fut interdite. La bibliothèque nationale ne pouvait prêter aucune sorte de journaux, magazines ou revues à tendance gauchiste, tout comme elle ne pouvait offrir au public aucun livre à orientation marxiste. Des livres d'auteurs nationaux tels Nicanor Parra, Marta Harneker, ainsi que les textes typiques de Lénine, Staline et Rosa Luxembourg et les textes scientifiques de base tel La Revolución del Atomo, étaient interdits. À cette époque, le manque d'éducation littéraire de certains membres de la force militaire dirigeant la purge des livres atteignit des niveaux ridicules, avec la saisie de livres écrits par les Marx Brothers, par exemple.

Dans certaines bibliothèques des livres furent brûlés, mais ce n'était pas pratiqué à grande échelle ni de manière systématique. C'est plutôt les collections privées des importants intellectuels de gauche, des syndicalistes et des membres du parti communiste qui furent détruites. Pendant les premiers mois de la dictature, ce n'était pas rare de voir des piles de livres être brûlées sur le coin des rues des quartiers pauvres ou de la classe moyenne de Santiago. Plusieurs familles choisirent elles-mêmes de brûler leurs dossiers et leurs livres plutôt que de risquer l'arrestation.

La plupart des bibliothèques réagirent à la dictature en cachant, plutôt qu'en détruisant, le matériel qui était susceptible de causer problème. Elles auto-censurèrent leur collection afin de pouvoir poursuivre leurs activités sans être continuellement harcelées. La bibliothèque nationale a simplement retirée les cartes des livres défendus du catalogue public et ouvert un dossier secret pour ces enregistrements dans chaque section de la bibliothèque. Le matériel lui-même est demeuré à son emplacement original et n'a pas été dérangé. Les bibliothèques publiques enlevèrent des rayons les livres défendus, mais elles les gardèrent, cachés, sur place.

L'accès à ces ouvrages cachés dépendait beaucoup des points de vues politiques du personnel des bibliothèques. Ce ne sont pas tous les chiliens qui étaient contre la dictature. Certaines bibliothèques collaboraient ouvertement avec le régime et étaient heureuses de restreindre l'accès à un certain type d'information proscrite. D'autres personnels de bibliothèques offraient accès à toute l'information en leur possession et utilisaient leurs réseaux pour dénicher les autres informations demandées par leurs usagers.

Un des plus intéressants exemples d'ingénuité utilisé pour la protection des livres a eu lieu à l'université du Chili. À cette époque, la faculté des sciences physiques et mathématiques, à laquelle appartenait le professeur Nicanor Parra, comprenait un département d'humanités; une idée radicale pour l'époque, mise en place pour s'assurer que les futurs ingénieurs chiliens prendraient le temps de réfléchir aux humanités et à la société. Quand le coup éclata, le doyen de la faculté demanda à la bibliothèque de garder tous les livres qui pourraient être dangereux pour les étudiants s'ils les gardaient en leur possession, leur permettant ainsi d'accéder à leurs livres sans courir de risque personnel. Ainsi, les ouvrages clés nécessaires à l'étude de la littérature, de la philosophie et de l'histoire étaient cachés dans la faculté dédiée en apparence à la technologie et accessible aux étudiants des autres secteurs.

Il a été noté que la pire des censures, c'est l'auto-censure provenant de la crainte dans les régimes de terreur. Ainsi, cela fut le cas au Chili, où plusieurs étudiants et membres du public étaient trop effrayés pour demander à leur bibliothèque le matériel dont ils avaient besoin. Le système d'espionnage interne des partisans de Pinochet s'était si bien développé dans la dictature que les gens avaient peur d'être dénoncés par le personnel de la bibliothèque ou par la personne se tenant derrière eux. La liste des livres interdits a ainsi été prolongée bien au-delà de celle fournie par la dictature, par la peur ressentie par le public à demander du matériel pouvant être à tort interprété comme subversif.

Plus que les livres brûlés ou interdits, de grands dommages ont été causés aux bibliothèques pendant la dictature via la politique « culturelle » qui a été mise en place. Les bibliothèques publiques ne recevaient plus aucun budget du gouvernement central; il passa plutôt la responsabilité aux municipalités, ce qui arriva également aux écoles. Leurs collections devaient

alors se développer sur la base de la « sélection » des dons provenant de la communauté, ce qui veut plutôt dire en réalité que les bibliothèques se remplissaient de livres inutiles qui n'intéressaient plus les citoyens plus riches. Les seuls livres qu'il était possible d'acheter étaient ceux provenant de la liste du régime. Il était impossible d'acheter autre chose que ce que contenait cette liste. Les bibliothèques publiques ont aussi agi sous des commandes administratives draconiennes avec des étagères fermées et un accès très restreint à la communauté. Elles étaient également largement pourvues en personnel par les sympathisants de Pinochet. Les membres de la communauté détruisaient parfois eux-mêmes les cartes du catalogue référant au travail de Pablo Neruda (un communiste). À la différence de plusieurs institutions d'état (spécialement des universités), la bibliothèque nationale a maintenu un directeur civil pendant toute la dictature, mais comme le poste de directeur de la bibliothèque nationale était convoité politiquement, ces directeurs étaient manifestement sympathiques au régime. Elle souffrit de sévères restrictions budgétaires, ce qui affecta directement sa capacité à développer ses collections. Les dommages provenant de ce manque de fonds, qui en réalité n'a jamais été ramené au niveau d'avant la dictature, sont encore ressentis aujourd'hui.

Une autre répercussion importante de la dictature sur la bibliothèque nationale a été produite par la dispersion des créateurs et des intellectuels chiliens après le coup. Ces chiliens ont commencé à produire et à publier dans d'autres pays et, en raison de l'isolation du Chili à l'époque, et de l'interdiction de recevoir leur travail, il était pratiquement impossible à la bibliothèque de remplir sa mission de dépositaire de la production intellectuelle et créatrice du Chili. Également, la bibliothèque ne pouvait rassembler le corps d'importants travaux produits clandestinement pendant la dictature. Une grande partie de ce matériel est maintenant introuvable et une partie importante de l'histoire culturelle du Chili a été perdue.

Avec le retour de la démocratie, la situation des bibliothèques s'est graduellement améliorée. Les bibliothèques publiques invitent maintenant activement la population à participer à leur gestion, ont élargi leurs collections et ont des rayonnages ouverts. La bibliothèque nationale a remplacé les registres manquants dans le catalogue et fait maintenant des efforts pour recueillir la production intellectuelle et créatrice de plus d'un million de chiliens qui vivaient en exil pendant la dictature. L'office chilienne des affaires étrangères (Dirección de Comunidades Chilenas en el Exterior), ainsi que des chiliens vivant toujours dans d'autres pays et d'autres bibliothèques nationales et institutions éducatives de toutes sortes, aident à la localisation de ces travaux et à l'envoi de copies au Chili afin qu'ils puissent faire partie de la « Biblioteca del Reencuentro ». D'importantes collections ont déjà été reçues de France, de Suède et du Canada.

La bibliothèque nationale a aussi reçu et rendu publics les documents émis par le Projet de Déclassification du Chili aux États-Unis. Le Président Clinton a ordonné à toutes les agences américaines de « retrouver et réviser pour une déclassification les documents qui font lumière sur les abus aux droits de l'homme, le terrorisme et les autres actes de violence politique au Chili ». Plus de 7 500 registres autrefois secrets ont été rendus accessibles, la plupart provenant du Département d'état. Malheureusement, la CIA, dont les documents ont le plus à apporter pour une meilleure compréhension des conditions ayant mené à la dictature et de l'implication américaine, a refusé de rendre accessible les documents censurés affirmant qu'ils « présentent un modèle d'activité qui a pour effet de révéler d'intelligentes méthodes qui ont été employées à travers le monde ».

Enfin, les archives nationales du Chili, une partie de la Direction des bibliothèques, archives et musées, ont proposé et proclamé comme éléments de Mémoire du monde (UNESCO), huit fonds d'archives de la ligue des droits de l'homme qui ont été amassés et maintenus au Chili de 1974 à 1990. Ces fonds d'archives ont été amassés pendant le régime dictatorial par des organisations non-gouvernementales : Agrupación de Familiares Detenidos Desaparecidos (Familles de personnes disparues), la Commission chilienne de la ligue pour les droits de l'homme, Corporación CODEPU, la Corporation pour la justice et la démocratie, la Fondation de l'entraide sociale de l'église chrétienne, la Fondation pour la protection des enfants affectés en états d'urgence, un fonds d'archives de séquences de films en lien avec les droits de l'homme (Productora Nueva Imagen), et la Fondation des archives de la solidarité vicariats, des registres gardés par l'église catholique. Ces registres, portant sur les abus aux droits de l'homme et de manière significative sur la défense des droits de l'homme au Chili, sont maintenant conservés et seront accessibles au public à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du Chili.